L'aquilon**e**

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication – enregistrement nº 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 34 numéro 11, 22 mars 2019

Francophonie en terrasse



Le 20 mars, la maison Laurent-Leroux accueille les célébrations de la Journée internationale de la francophonie à Yellowknife. Soupe sonore, entrevues, porte ouverte, soleil et pétanque ont créé beaucoup d'occasions de se réjouir. (Crédit photo : Carole Musialek)

Budget fédéral 2019

Avancées peu concluantes

À la fois défenseur de l'environnement et acheteur de pipeline, le gouvernement Trudeau a dévoilé un budget à saveur électorale.

Jean-Pierre Dubé (Francopresse) et Denis Lord

Le 4e budget du ministre des Finances Bill Morneau vise à démarquer son parti des conservateurs en s'inspirant de la pensée néodémocrate. Le budget, révélé le 19 mars, détaille aussi des avancées peu concluantes en langues officielles. « L'espoir qu'on avait en novembre [lors de l'énoncé budgétaire 2018] s'est éteint hier », déclare le président de l'Association de la presse francophone (APF), Francis Sonier. « On espérait que le Programme de crédit d'impôt sur la masse salariale serait bénéfique pour l'ensemble de nos membres, mais la plupart ne pourront pas en profiter. »

Les membres déjà récipiendaires d'un autre financement, l'Aide aux éditeurs du Fonds du Canada pour les périodiques, ne sont pas admissibles au crédit de 25 % sur les salaires visant un appui à la production et à la rédaction. Avec ses 350 millions sur cinq ans, il s'agit du principal investissement du nouveau programme de Soutien au journalisme canadien.

Aucun soutien pour la plupart des journaux

Ce n'est pas tout : les journaux non admissibles au programme d'Aide aux éditeurs, mais susceptibles de se qualifier pour un crédit d'impôt, doivent compter au moins deux journalistes. « On représente des petits journaux, souligne Francis Sonier, la plupart ne sont pas admissibles parce qu'ils ont un seul journaliste ou des pigistes et des contractuels. »

« On pensait que ce budget allait les aider, poursuit le président du regroupement de 23 journaux. Ce n'est pas réjouissant que la plupart ne recevront aucun soutien. Plusieurs sont déjà dans une situation précaire. »

La mobilisation de l'Association est relancée. « On est en mode de démarchage pour rejoindre des politiciens, conclut Francis Sonier. Il va y avoir des rencontres avec Patrimoine canadien et Langues officielles. Il faudra bouger vite. »

Les quelques journaux membres de l'APF admissibles au nouveau programme devront patienter avant de recevoir des crédits d'impôt puisqu'Ottawa n'a pas encore nommé le comité indépendant chargé de définir les critères d'admissibilité.

« Le gouvernement a signalé une intention d'agir »

D'autres secteurs de la francophonie sont touchés par le budget. Une nouvelle enveloppe de 21,6 millions est débloquée pour l'application de nouvelles dispositions de la *Loi sur le divorce*, adoptée à la fin de 2018 et désormais en vigueur dans la plupart des provinces.

« Nos juristes d'expression française ont travaillé très fort à faire modifier la loi pour qu'on puisse divorcer en français au Canada, souligne le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Jean Johnson. Cette avancée, elle leur appartient. »

La FCFA salue aussi la bonification du Programme des langues officielles dans l'enseignement. La hausse annoncée n'est pas chiffrée et les négociations ne sont pas encore terminées entre Patrimoine canadien et les provinces et territoires. Les ententes en éducation sont gelées depuis 2003 à 1,3 milliard.

Le président Johnson se réjouit de l'engagement fédéral d'inclure aux accords de nouvelles clauses de reddition de compte et de consultation avec les communautés. « Au fil des ans, les besoins en éducation ont augmenté, mais pas les investissements. À cet égard, nous avons l'impression que le gouvernement a écouté ou en tout cas signalé une intention d'agir. »

Le budget Morneau centré sur le scrutin d'octobre ajoute 4,2 milliards de dollars de nouvelles dépenses et un déficit de 19,8 milliards dès 2020. L'équilibre budgétaire est écarté pour prévenir, selon les libéraux, le plongeon dans l'austérité et la récession qui suivraient un retour au pouvoir de conservateurs.

#Polican
suite en page 3

Réconciliation

Des ponts à bâtir

Page 9





Le succès au féminin

Agnes Nanogak

Page 10

Éditorial

Rédactrice invitée
Angélique Ruzindana Umunyana

Comment être un allié des Autochtones ?

Face aux enjeux et aux revendications des Premières Nations, des Métis et des Inuits, on se demande souvent quel devrait être notre rôle. On a tendance à espérer que les programmes et les services gouvernementaux vont résoudre les problèmes auxquels font face les peuples autochtones, mais force est de constater que les choses ne bougent pas vite.

Faut-il se résigner à attendre 7, 8 générations pour que les effets de la colonisation s'estompent ? Catherine Lafferty m'a donné la réponse. Non, il faut se mobiliser et on peut déjà voir les effets positifs de cette mobilisation.

Catherine Lafferty ajoute que les Autochtones ont besoin d'alliés pour mener à bien la décolonisation. Et chacun à sa façon peut y contribuer.

Un guide a été lancé en janvier 2019 : c'est une trousse d'outils pour les alliés aux luttes autochtones, élaborée par le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté à Montréal. Il s'agit de lignes directrices qui orientent une personne sensible aux réalités des peuples autochtones et qui désire donner son appui. En s'impliquant davantage dans les luttes autochtones, l'allié peut devenir un complice et éventuellement, un compagnon de résistance.

Pour être un allié, il ne suffit pas d'assister à un atelier ou à un pow-wow, il y a un apprentissage à faire et le guide offre des pistes pour y arriver. Il faut comprendre que la réconciliation ne devrait pas inspirer des sentiments de culpabilité, mais bien une soif de connaissance, d'action et de justice.

L'aquilon

www.aquilon.nt.ca
direction.aquilon@northwestel.net

Directeur et rédacteur en chef : Maxence Jaillet
Journalistes : Denis Lord, Nicolas Servel
Correction d'épreuves : Anne-Dominique Roy

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténoises/*L'Aquilon* subventionnées par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur·e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur·e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accédera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de l'Association de la presse francophone (APF) et utilise la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443

APF Association de la presse francophone | FIER MEMBRE

Abonnement annuel Version papier 35 $
Abonnement annuel Version PDF 30 $
Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing 1-866-411-7486

MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES





Éducation postsecondaire

Le 26 mars à 19 h, le Collège nordique francophone présente une conférence sur le modèle collaboratif dans l'éducation postsecondaire. Les invités sont le recteur de l'Université de Hearst, Luc Bussières, et le président du Collège de l'Ile, Donald DesRoches. L'entrée est gratuite.

Simplification fiscale

L'Agence du revenu du Canada propose de simplifier l'exigence relative au cout des billets d'avion aller-retour les plus économiques. Selon la nouvelle exigence simplifiée proposée, les particuliers devraient déterminer et documenter le cout des billets aller-retour en classe économique pour leur voyage. Cette documentation peut avoir été obtenue dans un laps de temps raisonnable avant le jour du voyage, mais elle doit correspondre à la date du voyage. Ainsi un demandeur n'aurait plus à fournir de preuve du cout des billets d'avion la journée même du voyage et à s'assurer qu'il s'agit du tarif le plus bas offert.

Protectrice du citoyen

Colette Langlois, qui a grandi aux TNO et a travaillé pendant presque vingt ans au GTNO et à l'Assemblée législative, est devenue la première protectrice du citoyen des Territoires du Nord-Ouest. Elle enquête sur les plaintes liées aux ministères, organismes, administrations, commissions et conseils du gouvernement territorial. La nomination entrera en vigueur le 8 avril et le bureau de la protectrice du citoyen se trouvera à Hay River.

Chor Leoni au NACC

Une chorale de Vancouver composée de 56 voix masculines se produira au Northern Arts and Cultural Centre le 26 mars prochain. Le Chor Leoni a gagné plusieurs prix à travers le monde.

Collaborateur·trice·s de cette semaine :
Oscar Aguirre
Carole Musialek
Isabelle Rivard
Angélique Ruzindana Umunyana



150 000 $
140 000 $
132 666 $

Thermomètre de financement #150000 pour « habiller » le nouvel espace communautaire de Yellowknife



Le discours de la croissance demeure prépondérant. « Depuis le début, clame le ministre Bill Morneau (à droite, en compagnie du premier ministre Justin Trudeau), nous avons décidé qu'il est très important d'investir dans la classe moyenne. » (Crédit photo : Twitter)

#Polican
suite de la une

« L'importance d'investir dans la classe moyenne »

Le discours de la croissance domine. « Depuis le début, clame le ministre des Finances, nous avons décidé qu'il est très important d'investir dans la classe moyenne au Canada. » Une mesure phare est l'introduction d'un régime d'assurance pour les médicaments. Ottawa investira 35 millions dans la création d'une agence nationale.

Une nouvelle Allocation canadienne pour la formation permettra aux travailleurs d'accumuler jusqu'à 5000 $ de crédits d'impôt sur cinq ans. Le plan de 1,5 milliard de dollars prévoit un revenu pour le retour aux études afin de progresser dans un poste ou de s'adapter dans une carrière.

Le fédéral offre aux millénariaux l'occasion d'acheter une maison grâce à un incitatif pouvant s'élever à 10 000 $ dans le cadre du Régime d'accès à la propriété. Les citoyens pourront aussi obtenir une remise de 5000 $ pour l'achat d'une voiture électrique ou à hydrogène de moins de 45 000 $. De plus, Ottawa promet l'accès universel à l'internet de haute vitesse d'ici 2030, même en milieu rural.

L'énoncé de Bill Morneau comprend un investissement majeur de 4,5 milliards sur cinq ans dans la réconciliation avec les Autochtones pour améliorer leurs conditions de vie. Enfin, il soulage les agriculteurs aux prises avec des changements au système de la gestion de l'offre : 3,65 milliards de dollars seront consacrés en grande partie à une compensation pour l'ouverture du marché à des produits étrangers.

Aux TNO

Le fédéral investira 700 millions de dollars (700 M$) sur 10 ans dans le Nord pour les infrastructures, les programmes de développement économique, la recherche et l'éducation postsecondaire. La répartition selon les secteurs et les territoires reste à éclaircir. Le budget fait en outre état de sommes déjà annoncées pour la centrale hydroélectrique Taltson (18 M$) et pour le parc éolien d'Inuvik (30 M$).

D'autres enveloppes budgétaires sont consacrées à l'éducation (voir autre texte) et aux langues autochtones (333,7 M$ sur cinq ans).

La très grande nouvelle du budget pour le chef national déné, Norman Yakeleya, est que le gouvernement fédéral pardonne les dettes du Conseil tribal gwich'in, du Secrétariat du Sahtu et du gouvernement tlicho générées par les négociations territoriales. « C'est environ 100 M$, précise-t-il. C'est une grosse annonce dans l'optique de la réconciliation. C'était un problème de longue date pour les Dénés, nous avions à payer pour négocier notre propre terre. »

Les détails de cette entente restent à régler et la façon dont elle influencera le processus d'emprunt pour les négociations des Premières Nations du Dehcho et de l'Akaitcho n'est pas encore déterminée.

La grande question qui reste à régler pour les Dénés, de dire M. Yakeleya, est maintenant la formule de financement des Territoires (FFT). Le chef des Dénés dit que son peuple veut recevoir directement les sommes qui lui sont dues sans passer par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO). « Le GTNO s'est assez occupé de nous, dit-il [....] Ce système colonial ne fonctionne pas pour nous. »

M. Yakeleya déplore notamment les ratés du GTNO dans la protection de l'enfance et dans l'éducation, alors que la formation d'un élève de 12e année du Nord est considérée comme celle d'une 9e année dans le Sud.

Il s'insurge en outre que le GTNO utilise au passage une partie des sommes dues aux gouvernements autochtones pour payer des administrateurs.

Plusieurs démarches ont été lancées pour changer cette situation, entre autres dans le Cadre de reconnaissance des droits autochtones. « Le GTNO est d'accord, mais à condition que ce soit selon ses termes, signale le chef. » En 2019-2020, la FFT atteindra 3,9 milliards $, à partager entre les trois territoires.

Économie traditionnelle inuite

De son côté, dans un communiqué de presse qui est plus ou moins un facsimilé de celui d'Inuit Tapiriit Kanatami, la Société régionale inuvaluite (SRI) s'est déclarée satisfaite des sommes dévolues aux Inuits. « Nous accueillons positivement les investissements pour les Inuits dans le domaine de la prévention du suicide, de l'éducation et de la santé et des services sociaux pour les enfants inuits », écrit le directeur et président de l'organisme, Duane Ningaqsiq Smith.

Il approuve aussi les investissements dans Nutrition Nord (62,6 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2019-2020) annoncés fin 2018, tout comme Norman Yakeleya. Ce dernier approuve le fait que le programme couvre maintenant des activités de subsistance traditionnelle comme la trappe et la cueillette de plantes médicinales.

« Nous appuyons les projets d'économie traditionnelle », dit M. Norman Yakeleya.

Chez les conservateurs

Pour Cathy Mcleod, chargée des relations Couronnes-Autochtones et des affaires du Nord dans le cabinet fantôme du Parti conservateur, le gouvernement fédéral a dépensé 41 milliards de dollars en nouvel argent pour distraire les Canadiens, de ses problèmes de justice et de l'indépendance de la procureure générale du Canada.

Mme McLeod considère que concernant le Nord, le budget est un ramassis de petites sommes de différents programmes déjà annoncées, sans nouvelle injection.

« Il n'y a pas encore de Cadre stratégique pour l'Arctique, analyse-t-elle, ils ont simplement reformaté de vieux programmes. Cela rend juste plus difficile le développement économique dans le Nord. »

« Ce qui m'a particulièrement déçut, souligne Mme McLeod, c'est la taxe carbone. Ils n'ont rien fait pour aider les habitants du Nord, alors que ces derniers font face à de nombreux défis avec le prix de l'essence et de la nourriture. »

Budget fédéral 2019

Un appui à l'éducation postsecondaire

Le fédéral investit massivement dans l'éducation postsecondaire pour les Autochtones.

Denis Lord

Plusieurs intervenants du domaine de l'éducation ont accueilli favorablement les investissements dans l'éducation postsecondaire dans le Nord annoncés dans le budget du gouvernement fédéral.

Le fédéral investira 700 millions de dollars sur 10 ans dans le Nord pour les infrastructures, les programmes de développement économique, la recherche et l'éducation postsecondaire.

Un montant maximal de 1 M$ pour deux ans servira à mettre sur pied un groupe de travail qui se penchera sur l'éducation postsecondaire dans les régions de l'Arctique et du Nord du Canada, et qui devra présenter des recommandations aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Le Centre Dechinta bénéficiera d'un budget quinquennal de 13 M$ pour améliorer l'accès à ses programmes adaptés à la culture autochtone.

Par-delà le Nord, à Services autochtones Canada, ce sont 531 M$ sur cinq ans qui seront investis dans le Nord. Pour la même période, Emploi et Développement Canada placera 9 M$ dans ce secteur.

À l'échelle du Canada, le gouvernement fédéral a mis en place une mesure pour ne pas demander d'intérêt sur les prêts étudiants durant les six premiers mois suivants les études postsecondaires.

Réactions

« Nous voyons ça d'un très bon œil, dit la directrice générale du Collège nordique francophone, Josée Clermont. Ces investissements vont aider au projet de polytechnique. » Mme Clermont ajoute que la mise en commun des ressources autochtones, francophones et anglophones peut renforcer le pouvoir des protagonistes.

Jean-François Pitre, président du Collège nordique francophone jusqu'en juin et président de la Fédération franco-ténoise, avance que « l'augmentation de budget du Plan sur les langues officielles va aider directement l'éducation en français, analyse-t-il. Ça va aussi aider la culture. Nous avons hâte de voir quelle partie du budget ira au Nord et aux Territoires du Nord-Ouest pour savoir ce qui favorisera les TNO. »

Le nouveau Plan d'action pour les langues officielles, annoncé en 2018, comprend de nouveaux investissements atteignant au total 499,2 M$ sur cinq ans, en plus de fonds au montant indéterminé pour l'éducation en milieu minoritaire.

Ce dernier fond est assujetti à la conclusion de nouveaux accords bilatéraux avec les provinces et les territoires sur la reddition de comptes et la consultation avec les commissions scolaires.

Groupe de travail

Quant au groupe de travail sur l'éducation postsecondaire, M. Pitre réserve ses commentaires, attendant que le gouvernement fédéral dévoile davantage de détails sur sa composition. « Si nous avons le droit d'y être, c'est certain que nous y serons représentés, assure-t-il. Dans le Nord, habituellement, si tu travailles dans un dossier, on te fait une place. »

L'organisme porte-parole des universités canadiennes, Universités Canada, a notamment salué par voie de communiqué, la « bonification du financement pour le Programme d'aide aux étudiants » et les possibilités d'éducation accrues dans les régions de l'Arctique et du Nord du Canada.

Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) représente les communautés inuites du Canada. Son président, Natan Obed, s'est dit heureux que les priorités de son peuple soient incluses dans une section spécifique du budget.

« Cela, écrit-il, reflète le progrès que nous avons fait grâce au le comité de partenariat Inuits-Couronne ».

Parmi les aspects favorables du budget, il souligne l'investissement de 125,5 M$ sur 10 ans pour l'éducation postsecondaire des Inuits, en plus d'un montant récurrent annuel de 21,8 M$.

Inspire

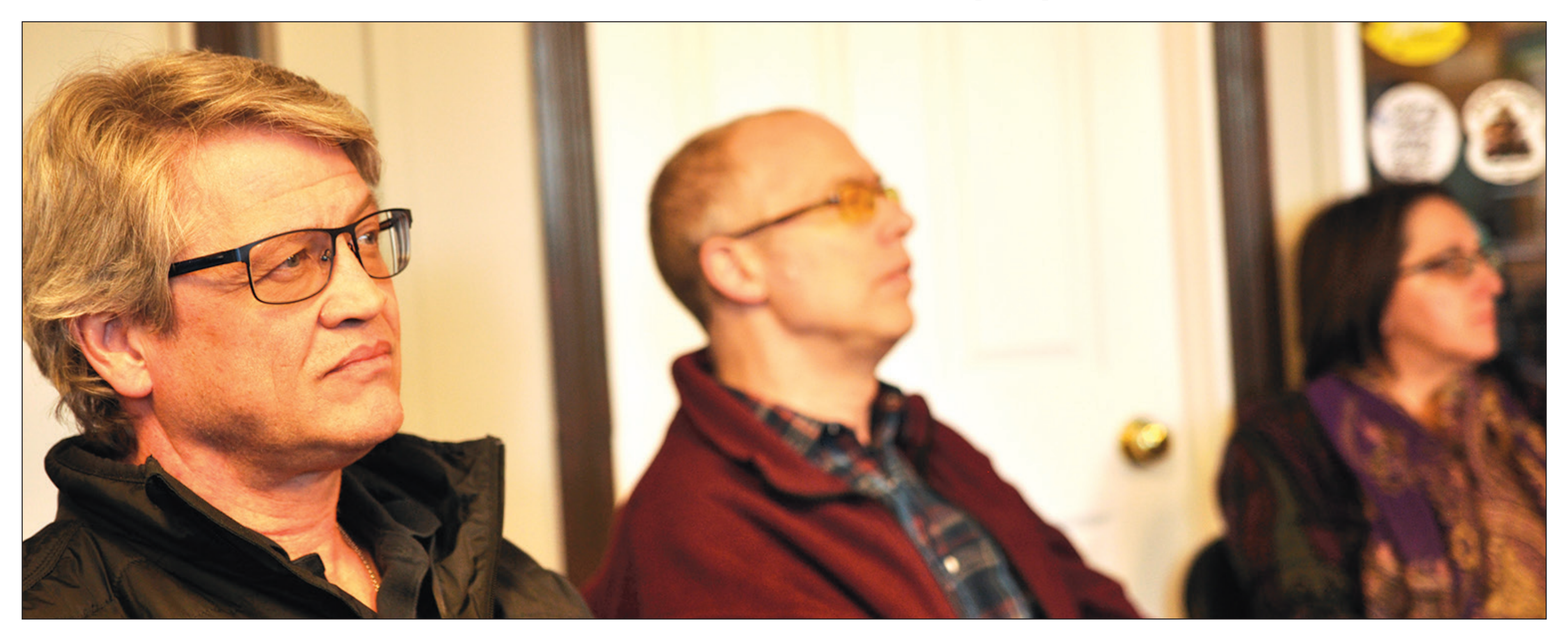
Ottawa injecte par ailleurs un budget triennal supplémentaire de 9 M$ à Inspire, un organisme de bienfaisance national, dirigé par des Autochtones, qui investit dans l'éducation des Autochtones à long terme, pour les bourses d'études et de soutien.

L'organisme souligne que c'est un grand pas en avant pour combler l'écart de diplomation universitaire entre les populations autochtones et non autochtones.

Services en français

Sonder et servir

Le modèle du bureau d'immatriculation devrait être plus répandu.



Le président de la Fédération franco-ténoise, Jean-François Pitre, considère que le bureau d'enregistrement des véhicules de Yellowknife est un modèle pour les services aux francophones. (Crédit photo : Denis Lord)

Denis Lord

Une douzaine de personnes ont participé à une séance de consultation qui avait lieu le 13 mars à la maison Laurent-Leroux à Yellowknife. La consultation était organisée par la Fédération franco-ténoise (FFT) pour le compte du Secrétariat aux affaires francophones, qui veut lancer une campagne de promotion des services en français, qui seraient sous-utilisés.

Malgré cette soi-disant sous-utilisation, ce que les gens réunis ont demandé, globalement, c'est davantage de services. Lors de la réunion, une personne a affirmé, sans être contredite, qu'on lui offrait plus de services en français dans le secteur privé qu'au gouvernement.

Les participants ont unanimement salué le fonctionnement du bureau d'immatriculation et de permis de conduire de Yellowknife, avec son système permettant de choisir la langue dans laquelle on veut être servi pour être ensuite redirigé vers le personnel approprié.

« C'est bien identifié, c'est facile, a dit le président de la FFT, Jean-François Pitre, ça devrait être partout comme ça, en justice, en santé, etc. [...] Parfois, ça va même plus vite qu'en anglais. »

« Y a rien qui m'écœure plus qu'un insigne qui dit qu'on offre des services en français quand ce n'est pas le cas », a ajouté M. Pitre.

Santé

Plusieurs personnes ont avoué utiliser l'anglais de manière générale dans les bureaux gouvernementaux, et spécialement dans le secteur de la santé, de peur de trop retarder le service pour les autres.

Une participante a déclaré que l'usage du français était inutile en première ligne à l'hôpital; par contre, elle a eu à plusieurs reprises l'occasion de rencontrer des spécialistes bilingues en urgence.

Dans certains cas, la langue préférée du patient est inscrite dans son dossier, mais cela n'est pas systématique, selon les expériences racontées lors de la consultation.

Si une autre participante a eu l'heureuse surprise de se faire appeler en français à la clinique de Frame Lake, un autre affirme avoir vécu une « expérience humiliante » dans une clinique où il demandait des services en français. La téléphoniste a alors tenu devant lui des propos condescendants, sans savoir qu'il parlait anglais. « J'ai finalement continué en anglais parce qu'autrement il aurait fallu que j'attende une demi-heure », dit cette personne.

Interprète

L'utilisation d'interprètes pose problème; elle est perçue comme impudique par plusieurs personnes. « Je ne veux pas d'interprète, mais j'en exigerais un pour une spécialisation ou un problème de santé mentale », dit Unetelle.

« L'interprète, je la connais, je ne veux pas qu'elle connaisse mon dossier, explique cette autre personne. »

La directrice générale du Collège nordique francophone, Josée Clermont, a affirmé avoir un service en français « impeccable » de la part de l'aide financière aux étudiants.

Les trois incitatifs les plus populaires parmi l'assemblée du 13 mars pour utiliser davantage les services en français ont été l'identification de la langue d'usage sur la carte d'assurance-maladie, un meilleur triage en fonction de la langue, et du personnel bilingue de première ligne.

Sondage

Pour compléter cette consultation, un sondage est en ligne sur le nouveau site de la FFT. De plus, l'agent de développement communautaire et de communications de la FFT, Xavier Lord-Giroux, a commencé à rencontrer des employés bilingues du GTNO afin qu'ils lui fassent part de leurs expériences, de la demande pour les services en français.

M. Lord-Giroux n'a pas révélé à *L'Aquilon* le nombre et l'identité des fonctionnaires rencontrés, pas plus que la date du rapport et des recommandations que la FFT remettra au GTNO. La date de lancement de la campagne de promotion des services en français n'est pas encore connue.

Sénatrice ténoise

À la découverte des Franco-Ténois

La CSFTNO exprime ses doléances sur la *Loi sur les langues officielles*.



La sénatrice des TNO Dawn Anderson (de face en habit noir) et son assistante Mélanie Donogue, en visite à la maison Laurent-Leroux. (Crédit photo : Denis Lord)

Denis Lord

La nouvelle sénatrice des Territoires du Nord-Ouest, Dawn Anderson, a passé deux heures à la maison Laurent-Leroux le 14 mars dernier pour mieux connaitre les Franco-Ténois et leurs aspirations.

Il s'agit vraisemblablement d'une première. Les sénatrices Madeleine Plamondon (Québec) et Viola Léger (Nouveau-Brunswick) avaient payé une visite de courtoisie à la 48e Rue en 2005, mais il ne semble y avoir jamais eu de rencontre formelle entre les Franco-Ténois et leur représentant sénatorial.

C'est Mme Anderson elle-même, nommée en décembre dernier, qui a sollicité une rencontre avec la communauté par l'intermédiaire de l'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY) à la suite d'une entrevue avec *L'Aquilon*.

« Elle savait qu'il y avait des francophones aux TNO, dit le président de la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest (CSFTNO), Simon Cloutier, mais sans plus. Elle a dit que "sans votre média francophone, ça aurait pris plus de temps avant que je ne fasse cette démarche". »

Langues officielles

Monsieur Cloutier, qui était en compagnie de la directrice générale de la CSFTNO, Yvonne Careen, a profité de cette rencontre pour faire connaitre à la sénatrice deux chevaux de bataille de leur organisme.

Alors que s'amorce le processus de modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, la CSFTNO souhaite que celle-ci ait plus de mordant en ce qui a trait à l'éducation. On déplore que le fédéral ne soit pas rigoureux pour la reddition de comptes des provinces et territoires pour les fonds qu'il leur verse.

« Le fédéral donne de l'argent, mais il ne sait pas ce qui arrive avec, assure Simon Cloutier, parce qu'il ne veut pas s'immiscer dans leur compétence. Aux TNO, le gouvernement est assez transparent, mais dans d'autres provinces, c'est vraiment horrible. »

Malgré ce compliment, M. Cloutier reproche néanmoins au GTNO de jouer avec les chiffres pour faire bonne figure, de ne pas tenir pas compte des couts supplémentaires qu'entraine l'éducation en milieu minoritaire.

Il aimerait de surcroit que la nouvelle *Loi sur les langues officielles* favorise la consultation des commissions scolaires, actuellement laissées pour compte dans le dialogue fédéral-provincial/territorial.

Ayants droit

Le président de la CSFTNO a également fait part à la sénatrice de la nécessité que Statistique Canada pose des questions plus précises lors du recensement long afin qu'il soit plus facile d'identifier les ayants droit. « St-Cyr a 130 étudiants, de dire M. Cloutier, mais il y a peut-être 400 ayants droit à Yellowknife, on ne le sait pas. Ça nous aiderait à négocier. »

La Fédération nationale des conseils scolaires francophones a également adopté cette position. Le recensement des ayants droit fait actuellement partie du projet de loi.

« Mme Anderson (...) n'a pas pris d'engagement formel, mais mon sentiment est qu'elle a compris nos problématiques et qu'elle y est sensible. »

Simon Cloutier considère que les sénateurs ont davantage de poids depuis qu'ils sont indépendants.

Dawn Anderson ne fait pas partie du comité sénatorial permanent sur les langues officielles, mais peut néanmoins y faire valoir ses positions.

Du côté de la FFT et de l'AFCY

La Fédération franco-ténoise (FFT) a fait part à la sénatrice Anderson de son projet de centre communautaire et de son vœu d'attirer dans la capitale les Jeux de la Francophonie, mais sans lui demander d'appui.

Son président, Jean-François Pitre, est reconnaissant à Mme Anderson d'avoir fait l'effort de venir rencontrer la communauté francophone. « C'est rare », souligne-t-il.

« C'était une très bonne rencontre, analyse la directrice générale par intérim de l'AFCY, Lisa Berthier. J'ai déjà rencontré d'autres élus et d'autres sénateurs, mais jamais aussi longtemps. Elle est à l'écoute des gens. C'est très encourageant qu'elle ait engagé une relationniste bilingue. C'est une bonne alliée, elle va être là longtemps. »

Mme Anderson fait actuellement partie du comité spécial sur l'Arctique et fait du remplacement dans d'autres comités. En entrevue avec *L'Aquilon* en décembre 2018, elle avait dit pouvoir apporter « une voix forte aux comités sur les peuples autochtones et sur les langues officielles » et vouloir jouer un rôle dans l'élaboration de la *Loi sur les langues autochtones*.

Arténoises

Lisa Berthier et Pascaline Gréau

Contes et tatouages au henné

Oscar Aguirre

Les arts comme structures sémantiques et paradigmatiques se sont développés à travers la planète depuis les origines de l'humanité. Comme structures sémantiques, elles sont composées par des éléments naturels et culturels rassemblés en œuvres qui se placent dans des traditions particulières. Comme structures paradigmatiques, ils se différencient les uns des autres par des manières particulières d'utiliser les techniques et leur savoir-faire, en innovant et en établissant de nouveaux courants.



Pascaline Gréau et son fils Raphaël.

Aux Territoires du Nord-Ouest, plusieurs structures sémantiques et paradigmatiques artistiques arrivent des autres continents et continuent leur développement en parallèle aux courants autochtones. Parmi eux, le tatouage au henné et le conte. Pascaline Gréau et Lisa Berthier sont parmi les plus remarquables représentantes de leur complexité maitrisée et pratiquée.

Pascaline Gréau est née dans la commune française de Compiègne située au nord de la forêt domaniale en aval des rivières Oise et Aisne dans le nord de la France. Après plusieurs voyages dans le monde, sa joie de vivre l'amène à Yellowknife en 2010. Depuis 2012, elle est la directrice de l'AFCY, participant à la promotion des arts francophones aux TNO et au Canada. Elle est actuellement en congé de maternité. L'art du tatouage au henné, c'est l'art qu'elle maitrise. Le matériel fondamental que nécessite cet art est un pigment obtenu des feuilles de la plante *lawsonia inermis* que l'on retrouve à l'origine en Afrique du Nord, en Inde, au Pakistan et au Yémen, là ou l'art du tatouage au henné est connu comme le mehndi. Les figures utilisées pour cet art sont géométriques et symboliques. Elles sont peintes de façon temporaire sur le corps humain, surtout sur les mains et les bras. Cet art qui, en occident, est surtout décoratif, accomplit un rôle magique dans plusieurs communautés africaines et asiatiques. Il est utilisé pour préparer les femmes a plusieurs rites de passage tels que leurs premières menstruations, les fiançailles et le mariage. Il sert aussi à soigner certaines maladies.

Lisa Berthier est née à Petit-de-Grat, un petit village maritime situe en Nouvelle-Écosse, à l'est de l'ile du Cap-Breton. Les vagues de l'océan Atlantique imposent leurs rythmes aux forces de la nature qui se posent sur l'ile pour entendre la beauté de la langue acadienne. La langue danse dans les paroles de ses habitants qui y demeurent depuis plus de 400 ans et qui y pratiquent le conte de manière traditionnelle et quotidienne. Lisa Berthier, après avoir terminé ses études à Moncton en sciences politiques et administration, arrive à Yellowknife en 2012 pour travailler comme gestionnaire aux langues officielles au ministère de la Santé et des Services



Lisa Berthier.

sociaux. Actuellement, elle travaille à la direction de l'AFCY pour remplacer Pascaline Gréau. Sa maitrise du conte est un héritage culturel de sa famille découlant de la déportation au Cap Breton depuis les conflits franco-anglais du XVIII[e] siècle. Le style de conte qu'elle pratique réunit avec beauté les changements d'intensité, de volume et de rythme de la voix pour transmettre des émotions qui flambent entre la tristesse et la joie. Pour elle, cela est complètement naturel et reflète les réunions familiales et sociales de son foyer lorsque les convives partagent de manière spontanée des contes et des mets en célébration de la vie.

Formation

Un rêve se réalise

Mathieu D'aigle participe à un camp de formation de la GRC.

Denis Lord

C'est un rêve de longue haleine qui se réalisera pour Mathieu D'aigle alors que l'élève de 12e de l'école Allain St-Cyr participera à un camp de formation de la Gendarmerie royale du Canada à Regina du 25 au 29 mars prochain.

Alors qu'il restait en Ontario il y a plusieurs années, Mathieu avait vu à l'école une présentation de la police l'ayant marqué.

« Être dans la GRC, dit-il, c'est aider les gens et c'est l'inconnu au quotidien. C'est pas juste des poursuites en auto ou pointer une arme sur quelqu'un. »

Il concède qu'il y a des aspects effrayants à faire partie du corps policier. « Mais c'est un risque que je prends, explique-t-il, parce que c'est ce que je veux faire. »

Mathieu D'aigle envisage de devenir maitre chien ou agent; par contre, son cheminement à la GRC pourrait lui révéler d'autres métiers qui gagneraient sa préférence. D'une manière ou d'une autre, son rêve, pour l'instant, est de servir aux TNO.

Processus

C'est l'enseignante responsable du programme de soutien Christine Levesque qui a procuré à Mathieu D'aigle le formulaire d'inscription du camp. « Il faut, dit ce dernier, remplir beaucoup de documents pour démontrer comment on s'implique dans la communauté et ce qu'on veut faire dans la GRC. »

Il a d'ailleurs fait du bénévolat pour une banque de Yellowknife et pour la GRC, en traduisant pour elle des textes. Début mars, Mathieu a reçu un texto de l'agent recruteur de la GRC, Charmaine Parenteau, lui signifiant son acceptation.

Six Ténois avaient postulé. « Je suis honoré de représenter les Territoires du Nord-Ouest », dit Mathieu.

Activités

Le jeune homme de 18 ans se prépare pour le camp en faisant de la course et en mangeant une nourriture saine.

Une fois à Regina, avec une trentaine de ses pairs, Mathieu D'aigle apprendra à se servir d'armes à feu et à se battre; il aura également des classes de droit et pourra assister à différentes cérémonies, dont une remise de diplômes à des cadets. Il aura d'ailleurs l'occasion de travailler avec ces derniers.

Inutile de dire qu'il a hâte. La GRC couvre ses frais de déplacement, de logement et de repas.

Mathieu a également présenté une demande pour faire partie d'un camp d'été de la GRC, toujours à Regina, et espère commencer sa formation professionnelle avec eux cet automne.

S'il n'est pas accepté, il anticipe commencer une formation policière à North Bay, sa ville natale de l'Ontario.



L'élève de 12e année de l'école Allain St-Cyr, Mathieu D'aigle, participera à un camp de formation de la GRC, réalisant un de ses rêves les plus chers. (Crédit photo : Denis Lord)

Réconciliation

Des ponts à bâtir

Vers un espace interculturel où les immigrants et les Autochtones puissent se connaitre ?

Denis Lord

Quel rôle peuvent jouer les immigrants dans la réconciliation avec les peuples autochtones ? C'est la question que la chroniqueuse de *L'Aquilon* Angélique Ruzindana Umunyana a posée à l'écrivaine et conseillère de la Première Nation des Yellowknives Dénés, Catherine Lafferty, lors d'une rencontre informelle le 16 mars dernier.

Citoyenne canadienne depuis 15 ans, Angélique Ruzindana Umunyana est une ancienne chercheuse scientifique originaire du Rwanda, un pays qui a lui aussi beaucoup souffert de la colonisation.

« Les immigrants ne savent pas grand-chose des Autochtones, explique Mme Ruzindana Umunyana à Mme Lafferty. Quand tu arrives à l'examen pour la citoyenneté, la trousse pour t'éduquer sur l'histoire canadienne ne comprend peut-être qu'une ligne et une question sur les Autochtones. »

Appels à l'action

C'était l'expérience de Mme Ruzindana Umunyana. Aujourd'hui, le guide *Découvrir le Canada* contient une trentaine de lignes sur les Autochtones et est explicite sur le non-respect des traités et la misère et la maltraitance dans les pensionnats.

Tout de même. Les appels à l'action 93 et 94 de la Commission de vérité et de réconciliation demandent au gouvernement fédéral de mettre à jour sa trousse d'information aux nouveaux arrivants pour refléter davantage la diversité des peuples autochtones du Canada et d'inclure le respect des traités dans le serment de citoyenneté.

Formulées en 2015, ces recommandations restent encore aujourd'hui à mettre en pratique, observe Mme Ruzindana Umunyana.

Le premier lieu d'établissement de Mme Ruzindana Umunyana, dans les Cantons de l'Est (Québec), loin des communautés autochtones a également, un temps, contribué à sa méconnaissance des Autochtones.

Alliance

Le traitement réservé aux Autochtones est ce qu'on appelle le secret sale du Canada, explique Catherine Lafferty. « […] Nous avons été balayés sous le tapis en espérant que nous disparaissions, dit-elle, mais nous ne disparaitrons pas. Nous avons eu confiance que les traités seraient respectés, mais ça n'a pas été le cas, alors nous frappons le poing sur la table. C'est pour ça que nous avons besoin d'alliés. »

L'auteure de *Northern Wildflower* trouve légitime que les immigrants puissent refaire leur vie au Canada et aient accès à de bons programmes d'intégration.

Elle souhaite vivement par contre qu'ils comprennent et appuient les Autochtones. Pour cela, il faut que les immigrants soient informés.

« Ils viennent ici et n'ont aucune idée ce qui est arrivé aux Autochtones, constate Mme Lafferty. Ils pensent que tout est correct et que le Canada est le meilleur pays au monde. Il faut qu'ils aient une formation. Il importe qu'ils fassent partie de la solution. Ils peuvent comprendre parce qu'ils sont passés par là. »

Compétition et connaissance

Selon l'analyse de Mme Ruzindana Umunyana, à Winnipeg, au contraire des Cantons de l'Est, il y a plus de contacts, mais aussi plus de tensions entre immigrants et Autochtones, notamment à cause de la compétition pour les subventions, par exemple pour le logement social.

Le nombre d'immigrants a considérablement cru à Yellowknife depuis 15 ans et l'ex-chercheuse craint que si un geste concret n'est pas posé, les problèmes rencontrés à Winnipeg se reproduisent ici.

Mme Lafferty concède que certaines personnes peuvent être fâchées contre les immigrants, se demander pourquoi ils ont parfois priorité et craindre qu'ils prennent leurs emplois.

« Peu de gens, autochtones ou non, parlent ouvertement de ce genre de choses, dit Mme Lafferty, mais c'est là. C'est pourquoi cette idée d'alliance est si importante. »

Les deux femmes considèrent qu'avoir un groupe ou un espace consacré à l'interculturalité serait pertinent. À Vancouver, le *Dialogues Project* joue ce rôle.

Silence et parole

Lors de la rencontre entre les deux femmes, Mme Lafferty s'est ouverte sur sa vie personnelle, marquée par plusieurs tragédies au fil des générations, plusieurs d'entre elles générées par les pensionnats indiens, le colonialisme.

Ces confidences sont reflétées dans son livre *Northern Wildflower*, qui, dit-elle, est un hommage à sa grand-mère et suggère des façons d'améliorer le système.

Avec ses spécificités, le livre illustre une dynamique récurrente. « Je sens que mon histoire a besoin d'être dite, affirme Catherine Lafferty, parce que beaucoup d'Autochtones ne parlent pas de qui leur est arrivé. »

Mais, dit-elle, aujourd'hui, ce silence tend à se changer en parole et c'est bon. « Ils disent qu'il faut sept générations pour guérir du trauma des pensionnats amérindiens. J'essaie de raccourcir [ce terme] pour mes enfants. »

Services sociaux, emploi et éducation

Lors du dialogue avec Mme Ruzindana Umunyana, Mme Lafferty a identifié les services sociaux, l'emploi et l'éducation comme les domaines prioritaires de changements pour les Autochtones du Nord.

Les travailleurs sociaux qui viennent travailler aux Territoires du Nord-Ouest doivent connaitre l'histoire de ses habitants. Ce dossier traine depuis plusieurs années au gouvernement, dénonce Catherine Lafferty. Elle revendique également un plus grand nombre de familles d'accueil autochtones aux TNO.

L'embauche de travailleurs autochtones locaux doit redevenir prioritaire et les Autochtones, conformément aux traités, doivent pouvoir étudier gratuitement dans le Sud, d'autant plus qu'il n'y a pas d'établissement d'enseignement postsecondaire aux TNO hormis le collège Aurora.

Point tournant

Mme Lafferty croit que les Autochtones des TNO, après s'être longtemps mobilisés pour des changements, sont à un moment charnière de leur histoire. « Quelque chose de bon s'en vient, dit-elle. […] Avec la croissance de la souveraineté, nous allons devenir prospères et égaux au gouvernement. Nous sommes les opposés des colonialistes, nous allons comprendre et probablement travailler avec des immigrants. Nous avons l'occasion de changer les relations, pour qu'aucune partie ne souffre du fait de travailler ensemble. Je crois vraiment que c'est possible. »

« Mais, ajoute-t-elle, il faut faire quelque chose maintenant. Être alliés sans rester dans notre silo, construire des ponts en évitant que ce soit politisé. »

Angélique Ruzindana Umunyana a amorcé des contacts auprès d'organismes d'accueil des immigrants, notamment la Fédération franco-ténoise, pour mettre au point un mécanisme formel qui permettrait aux immigrants de connaitre les cultures et histoires de peuples autochtones locaux dès les premiers mois de leur arrivée au Canada.

Cet article a été assigné par la rédactrice invitée de L'Aquilone, *Angélique Ruzindana Umunyana.*

Le succès au féminin

Agnes Nanogak

L'art inuit.



Agnes Nanogak Goose porte une parka devant un abri en bois. (Crédit photo : Inuvialuit Digital Library, IRC)

Isabelle Rivard

Agnes Nanogak est née à l'automne 1925 dans un campement de l'ile Baillie, située dans la mer de Beaufort, au nord-ouest des Territoires du Nord-Ouest (TNO).

Son père, Natkutsiak (Billy Banksland), était d'origine alaskienne (Nome, Alaska). Il était reconnu pour avoir participé à titre de chasseur et de guide pendant plusieurs années aux explorations d'un passage du Nord-Ouest par l'ouest avec l'explorateur Viljáhimir Stefánsson. D'ailleurs, Nanogak a raconté plus tard que Stefánsson avait offert son navire *North Star* à Natkutsiak en guise de salaire de fin d'exploration.

La mère d'Agnes, Topsy Ekiona, avait grandi dans le delta du Mackenzie, près de Tuktoyaktuk (TNO). Nanogak est donc Inuvialuit (qui signifie « les vrais êtres humains ») d'origines alaskienne et inuite, comme la majorité des Inuvialuits. En effet, les explorations du Nord par l'Ouest avaient favorisé les mariages entre ces deux groupes. Les deux origines culturelles de Nanogak ont grandement inspiré le style de ses œuvres.

Enfant, Agnes Nanogak a voyagé régulièrement avec sa famille de l'ile Baillie à l'ile Banks à Ulukhaktok (qui signifie « là où il y a des matériaux pour les couteaux ulu »). La famille de Nanogak a déménagé à Ulukhaktok (Holman), sur l'ile Victoria (neuvième plus grande ile mondiale) en 1937, soit deux ans avant l'établissement d'un poste de traite de la baie d'Hudson. C'est à Holman qu'Agnes a épousé Wallace Goose, de Tuktoyaktuk, où elle a élevé ses enfants, eu sa carrière artistique et où elle est décédée en 2001.

Encouragée par son père, Agnes Nanogak a commencé le dessin à un très jeune âge. Elle a créé de nombreux dessins qui reflétaient principalement son enfance ainsi que les mythes et légendes qui lui étaient racontés.

À ses débuts, son art était effectué au crayon à mine de graphite sur papier. Par la suite, il s'est caractérisé par des couleurs vives et des lignes fluides faites avec des crayons-feutres. Également, Nanogak a participé au programme d'imprimerie de Holman lorsque celui-ci a été implanté dans les années 1960. D'ailleurs, 159 estampes ont été créées à partir de ses dessins, qui étaient majoritairement illustrés avec une teinte d'humour.

En 1985, Agnes Nanogak a reçu un diplôme honorifique de l'Université Mount Saint Vincent d'Halifax. Elle a été la première artiste inuite à recevoir cette distinction.

Après son diagnostic de cancer en 2000 et avant sa mort en 2001, Agnes a créé de multiples œuvres afin de permettre aux gens de se rappeler les contes inuits. En 2002, La Galerie d'Art de Winnipeg a exposé l'ensemble de son œuvre. Par ailleurs, ses créations se retrouvent dans plusieurs collections canadiennes, américaines et européennes.

Agnes Nanogak a aussi eu un impact important sur la transmission des cultures traditionnelles au sein de sa communauté. En effet, elle avait la volonté de perpétuer les mythes et légendes contés par ses ancêtres et de maintenir la pratique de leurs chants et de leurs danses. Pour ce faire, elle a enseigné le chant au centre communautaire de Holman. De plus, elle a été une excellente conteuse d'histoires qui lui avaient été transmises par tradition orale.

Elle a collaboré à la publication de deux livres de légendes inuites : *Tales from the Igloo* (1972), qu'elle a illustré, et *More Tales from the Igloo* (1986), qu'elle a récité et illustré.

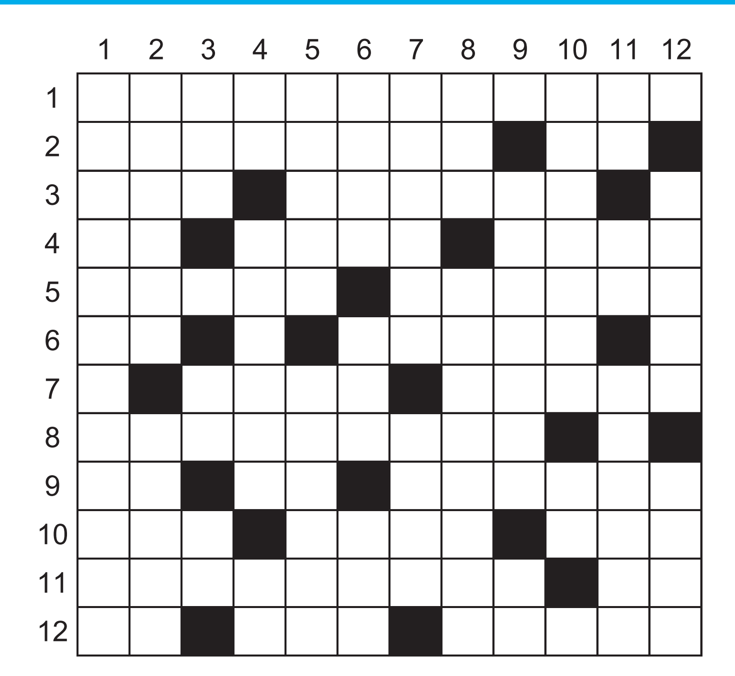
Grâce à son implication, Agnes Nanogak a certainement influencé positivement la transmission des valeurs inuites aux générations suivantes ainsi que la connaissance de la culture inuite à l'international.

Le samedi 16 mars, Jiah Dzentu assure l'animation du camp de pêche du Rainbow Coalition of Yellowknife.
Une expérience de pêche (pose et relève des filets, préparations et cuissons du poisson) offerte sur la baie de Yellowknife jusau'au 23 mars.
(Crédit photo : Denis Lord)



MOTS CROISÉS

N° 595



HORIZONTALEMENT

1. Greffer.
2. Normal – Carte à jouer.
3. Copain – Monnaie.
4. Cube – Confession – Mois.
5. Vedette – Mûre.
6. Règle – Perçue.
7. Fusil – Étape.
8. Relatif au décès.
9. Négation – Erbium – Méchant.
10. Partie d'une église – L'Irlande – Marque le doute.
11. Épuisent – Note.
12. Article – Issue de – Passe au tamis.

VERTICALEMENT

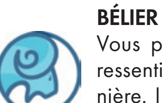
1. Classique.
2. Médicament – Boisson.
3. Opère – Paresseux – Fer.
4. Dévêtu – Prévient – Indium.
5. Russe – Poisson.
6. Plus mauvais – Roue à gorge – À la fin d'une messe.
7. Plante cultivée que l'on consomme – Aviné.
8. Mesure agraire – Ordre de très petits arachnides.
9. Pur – La tienne.
10. Marquer la peau de dessins – Interjection.
11. En matière de – Patrie d'Abraham – Lavabos.
12. Enlèvent – Essaim.

RÉPONSE DU N° 595

T	R	A	N	S	P	L	A	N	T	E	R
R	E	G	U	L	I	E	R	■	A	S	■
A	M	I	■	A	R	G	E	N	T	■	O
D	E	■	A	V	E	U	■	A	O	U	T
I	D	O	L	E	■	M	A	T	U	R	E
T	E	■	E	■	R	E	C	U	E	■	N
I	■	A	R	M	E	■	A	R	R	E	T
O	B	I	T	U	A	I	R	E	■	V	■
N	I	■	E	R	■	V	I	L	A	I	N
N	E	F	■	E	I	R	E	■	H	E	U
E	R	E	I	N	T	E	N	T	■	R	E
L	E	■	N	E	E	■	S	A	S	S	E

Horoscope

SEMAINE 24 AU 30 MARS 2019



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Vous pourriez fort bien commencer à ressentir un peu de lassitude saisonnière. Il ne vous en faudra pas davantage pour commencer à regarder les aubaines afin de vous offrir un voyage de dernière minute.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Un petit ménage au sein de votre cercle d'amis s'imposera. Surtout, évitez les foules. Vous serez enfin motivé à vous attaquer aux menues tâches que vous ne cessiez de remettre à plus tard.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Un bel avancement vous attend sur le plan professionnel. Cependant, les responsabilités seront très imposantes en premier lieu. La persévérance sera de mise. En amour, on vous manifestera un signe d'engagement.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
N'ayez pas peur du changement du côté du travail. Même si vous devez suivre une formation qui vous demande une gestion serrée de votre agenda, vous en sortirez gagnant et avec tous les honneurs.



LION (24 juillet - 23 aout)
Au fur et à mesure que la période des renouvellements de baux s'activera, vous examinerez l'option de déménager prochainement et de vous acheter une propriété. Vous rechercherez davantage de confort.



VIERGE (24 aout - 23 septembre)
Vous devrez faire attention aux paroles que vous emploierez, car on pourrait mal vous comprendre. À la maison, vous serez tenté de faire un grand ménage ou de rafraîchir la peinture, notamment, pour vous éclaircir l'esprit.

Signes chanceux de la semaine : Verseau, Poissons et Bélier



BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Les boutiques ont déjà commencé à afficher les rabais pour les vêtements du printemps et vous ne pourrez résister à la tentation de regarnir votre garde-robe cette semaine. Vous aurez l'occasion de vous faire plaisir.



SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous amorcerez la semaine avec la conviction d'être prêt à conquérir le monde et à vivre les plus belles aventures. Les idées ne manqueront pas et vous aurez des initiatives intéressantes à proposer au travail comme à la maison.



SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Il y aura certainement beaucoup d'action avec l'une de vos connaissances. Vous aurez besoin de changer la routine et, avec la belle saison qui se prépare, vous vous équiperez pour faire des activités à l'extérieur.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Fatigue et stress se sont probablement accumulés; laissez-vous dorloter par vos proches et plus particulièrement par votre amoureux. Vous avez amplement le droit de vous laisser gâter par ceux que vous aimez.



VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous recevrez de nombreuses invitations pour participer à toutes sortes d'activités et de nombreux cinq à sept s'organiseront. Célibataire, bien des prétendants rivaliseront d'imagination pour tenter de vous impressionner.





POISSONS (19 février - 20 mars)
L'optimisme sera au rendez-vous dans l'accomplissement d'un nouveau projet. Idéaliste à l'occasion, vous pouvez être une personne d'action en réalisant vos objectifs. Vous serez appuyé par toute la famille.